



HAL
open science

Islam politique et monde arabe: les habits neufs de l'anti-impérialisme?

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Islam politique et monde arabe: les habits neufs de l'anti-impérialisme?. Bertrand Badie et Dominique Vidal. Le monde ne sera plus comme avant, Les liens qui libèrent, 2022. halshs-03938588

HAL Id: halshs-03938588

<https://shs.hal.science/halshs-03938588>

Submitted on 13 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Islam politique et monde arabe : les habits neufs de l'anti-impérialisme ?

Nicolas Dot-Pouillard

Le 28 juin 2022, Khalil al-Hayyeh, un dirigeant du Hamas palestinien, est interviewé par le quotidien libanais *al-Akhbar* – les Nouvelles ⁽¹⁾. En charge des relations diplomatiques du mouvement islamiste avec les pays arabes, il révèle que celui-ci a fait le choix stratégique de se réconcilier avec le régime syrien et de mettre fin à des années de rupture avec Damas : depuis le soulèvement syrien de 2011, le Hamas a en effet coupé tout lien avec le président Bachar al-Assad, prenant fait et cause pour les insurgés syriens.

Mais les islamistes palestiniens se veulent maintenant pragmatiques : le Hamas observe avec inquiétude le réchauffement, tout au long des années 2021 et 2022, des relations entre Israël et la Turquie du président Erdogan – où une partie de la direction extérieure du mouvement réside. Les partenaires régionaux et internationaux du Hamas poussent également à la réconciliation : le Hezbollah libanais et l'Iran, en médiateurs patients, plaident la cause du Hamas à Damas depuis des mois. Et la Russie, soutien du régime syrien, a accueilli le président du Bureau politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, à Moscou, en mai 2022.

La « politique étrangère du Hamas ⁽²⁾ » est d'abord tournée contre Israël. Elle est moins panislamique que nationaliste, et moins « guidée par une idéologie que par des intérêts ⁽³⁾ ». Le mouvement peut négocier avec un régime se réclamant encore du nationalisme arabe – la Syrie. Internationalement, il penche plus vers Moscou que vers Washington, alors que la guerre en Ukraine fait rage depuis février 2022. Il ne cherche pas à créer un utopique califat transnational, au contraire des mouvements djihadistes comme Al-Qaeda ou l'État islamique (Daech) : au contraire, il veut fonder un État souverain en Palestine, aux frontières géographiquement limitées ⁽⁴⁾.

Le Hamas utilise donc un lexique patriotique qui diffère peu de celui du nationalisme arabe des années 1950 ou de la rhétorique anti-impérialiste des gauches radicales des années 1960 et 1970. Certes, la normativité religieuse a pris le pas sur les idéaux

laïques et socialistes d'antan. Mais les régimes d'alliances régionaux et internationaux du Hamas font écho au tiers-mondisme d'autrefois. Ce n'est qu'un cas parmi d'autres : depuis la fin des années 1970, dans le monde arabe, le lexique islamiste « donne progressivement à la dynamique anticoloniale et à son corollaire anti-impérialiste une nouvelle ressource symbolique », mais « qui n'interrompt donc aucunement la poussée nationaliste ou la quête d'un espace souverain ⁽⁵⁾ ». La force propulsive de l'islam politique ne tient pas seulement dans sa variable identitaire et religieuse : elle est aussi relative à sa capacité à recycler et à actualiser, de la fin du XX^e siècle à cette première moitié du XXI^e siècle, la vieille thématique de « mise à distance de l'Occident colonisateur ⁽⁶⁾ ».

L'islam politique dans le monde arabe serait-il l'habit neuf de l'anti-impérialisme ? Indéniablement, si l'on considère tout d'abord les phénomènes de conversions sans ruptures, on y reviendra, qui ont conduit d'anciens militants de gauche et nationalistes arabes à islamiser leur discours, mais aussi l'ensemble des alliances et transactions politiques entre courants laïcs et religieux depuis une quarantaine d'années. Ensuite, des formations islamistes dans le monde arabe cherchent à actualiser le tiers-mondisme et se présentent comme des héritiers des grands leaders décoloniaux d'autrefois : ils opposent un « Nord » à un « Sud », un « Est » et un « Ouest ». Cependant, l'histoire ne bégaie pas : les islamistes, dans le monde arabe, actualisent le tiers-mondisme et tournant leur regard vers un « Sud Global » censé être opposé à l'Occident. Mais le parallèle avec les dynamiques anti-impérialistes de la seconde moitié du XX^e siècle, fondées sur une alliance entre bloc socialiste et pays non-alignés, est relatif. L'anti-impérialisme des islamistes se fracture par exemple, depuis le début des années 2010, sur la question syrienne et sur le rôle de la Russie dans la région.

Des conversions sans rupture ?

L'islam politique est le symptôme d'une césure : avec le nationalisme arabe des années 1950 et 1960 et avec les gauches arabes qui dominèrent les grandes contestations politiques des années 1970. Le nationalisme arabe s'essouffle avec la défaite des armées égyptiennes et syriennes face à Israël en juin 1967. Il dépérit avec le voyage du président Anouar al-Sadate (1918-1981) à Jérusalem, en novembre 1977. Les gauches arabes ont connu leurs heures de gloire sur les campus égyptiens,

marocains ou tunisiens : elles ont été fascinées par une « révolution palestinienne » à l'œuvre dans les camps de réfugiés de Jordanie et du Liban. Sauf que les Palestiniens quittent le Liban en septembre 1982, suite à l'invasion israélienne. Les progressistes libanais sont alors orphelins des Palestiniens, et enfoncés dans une terrible guerre civile confessionnelle, loin des utopies laïques du début des années 1970. La révolution islamique iranienne d'avril 1979, tout comme le départ progressif de combattants arabes vers l'Afghanistan à la même époque, sonnent le glas des mouvements progressistes. Un changement d'époque et de dominance idéologique s'opère.

L'islamisme rompt, certes avec les visées socialistes des mouvements nationalistes arabes ou de gauche, et avec leur laïcisme affiché. Mais des permanences demeurent également : l'anti-impérialisme, l'opposition à Israël et aux États-Unis, comptent parmi les marqueurs d'un islam politique qui se situe aussi, à partir du début des années 1980, en continuité avec le passé.

Une continuité qui est d'abord biographique : nombre de dirigeants de mouvements islamistes ont été formés dans une matrice nationaliste arabe ou de gauche. L'actuel dirigeant du mouvement islamiste tunisien Ennahda, Rachid Ghannouchi, a été fasciné dans sa jeunesse par la figure du président égyptien Gamal Abdel Nasser (1918-1970). Zyad al-Nakhale, élu secrétaire-général du Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) en septembre 2018, est un ancien membre des Forces populaires de libération, une petite organisation militaire nassérienne, née dans les années 1950 dans la bande de Gaza. Dans le Tripoli libanais du début des années 1980, des militants de gauche participent à la fondation du Mouvement de l'unicité islamique (Tawhid), passant aisément d'une « idéologie protestataire ⁽⁷⁾ » à une autre. Ils sont parfois maoïstes, à l'instar de Ismat Mrad, leader tripolitain du Mouvement du Liban arabe.

Comme l'explique l'intellectuel palestinien Mounir Chafiq dans ses mémoires récemment parues ⁽⁸⁾, ces conversions à l'islam politique se lisent plus en termes de continuité que de rupture : il fut lui-même membre du Parti communiste jordanien, puis cadre dirigeant du Fatah de Yasser Arafat (1929-2004) et du Centre de planification de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Beyrouth, et ensuite à Tunis. Bien que membre du Fatah, il sympathise avec la révolution

islamique iranienne au début des années 1980. Il explique la continuité de son parcours, du communisme philo-soviétique à l'islam politique, par la variable anti-impérialiste : une fois la crise des projets nationalistes arabes et de gauche actée, l'islam politique vient, dans les années 1980, prendre le relais de l'opposition à Israël et aux États-Unis. C'est alors que la transition s'opère : l'anti-impérialisme représente le fil secret qui relie des idéologies en apparence opposées. Et, dans leur passage d'une idéologie protestataire à une autre, les anciens militants de gauche et nationalistes arabes apportent une valeur ajoutée : ils offrent à l'islam politique des savoir-faire militants et organisationnels, mais aussi militaires.

Substituer un anti-impérialisme identitaire fondé sur l'islam à un anticolonialisme socialisant n'entraîne pas une rupture totale avec l'antique nationalisme arabe : un mois avant que les États-Unis n'attaquent l'Irak (août 1990), une importante délégation de dirigeants islamistes – parmi lesquels le futur président du Parlement soudanais Hassan al-Tourabi (1932-2016) – se rend à Bagdad pour rencontrer le président Saddam Hussein (1937-2006) et rechercher une porte de sortie négociée entre l'Irak et le Koweït. L'opposition commune à Washington motive aussi cette rencontre. De même, de 1989 à nos jours, la Conférence nationaliste et islamique réunit annuellement nassériens et baathistes, Frères musulmans égyptiens et marocains, islamistes chiites du Liban et d'Irak, mais aussi partisans de gauche du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Le soutien à la seconde Intifada palestinienne du début des années 2000, l'opposition à l'invasion américaine de l'Irak au printemps 2003, bref un anti-impérialisme partagé soude alors islamistes, nationalistes arabes et courants de gauche.

Une actualisation islamique du tiers-mondisme

Ces transferts ont fait basculer, dans les années 1980 et 1990, d'anciens militants de gauche et nationalistes arabes vers l'islam politique, au nom de la priorité donnée à la bataille anti-impérialiste. Des alliances transversales entre courants laïcs et religieux défient les lectures binaires opposant « progressistes » et « islamistes ». Aujourd'hui, l'islam politique fait plus : il se pose en héritier légitime des anciens mouvements décoloniaux. Le quotidien libanais *al-Akhbar* est le symbole de cette actualisation islamique du tiers-mondisme. Situé dans le quartier de Verdun, à Beyrouth, il est fondé en 2006 par Joseph Samaha (1949-2007), un intellectuel de gauche

anciennement membre de l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL). S'il est réputé proche du Hezbollah, la formation chiite libanaise, son actuel rédacteur en chef, Ibrahim al-Amin, est pourtant un ancien membre du Parti communiste libanais (PCL).

Nationalistes arabes, marxistes, islamistes, écrivent régulièrement dans les colonnes *d'al-Akhbar*. Les locaux du journal du journal ont été rénovés en 2020 : de gigantesques peintures murales noires décorent les murs blancs sur tout l'étage du quotidien. Le visiteur attentif croise les portraits de Djamila Bouhired, ancienne combattante du Front de libération nationale (FLN) algérien, de la fondatrice de la Fraction armée rouge allemande Ulrike Meinhoff (1934-1976), du leader communiste vietnamien Ho Chi Min (1890-1969), du révolutionnaire argentino-cubain Ernesto Che Guevara (1928-1967), mais aussi de l'ayatollah iranien Rouhollah Khomeyni (1902-1989) et de Imad Moughniyeh, un dirigeant militaire du Hezbollah assassiné à Damas en février 2008 par les services secrets israéliens. Entre nostalgie tiers-mondiste et islam combattant, *al-Akhbar* réconcilie « le Prophète et le prolétariat (⁹) ».

Dans l'espace médiatique arabe, le quotidien libanais n'est pas seul à assumer cette continuité tiers-mondiste entre mouvements socialisants du siècle passé et islam politique. La chaîne transnationale panarabe al-Mayadeen (les Places) naît en juin 2012. Basée à Beyrouth, elle a été fondée par des anciens journalistes de la chaîne qatarie *al-Jazeera*. Son directeur, Ghassan Ben Jiddo, est d'origine tunisienne. Ancien opposant au régime de Zine el-Abidine Ben Ali (1936-2019), il est proche, dans les années 1980, du Mouvement de la tendance islamique (MTI), futur Ennahda. Issu de la mouvance islamiste tunisienne, Ghassan Ben Jiddo ne cache pourtant pas son admiration pour Cuba, où il se rend régulièrement. Les clips de la chaîne, entre deux émissions, rendent régulièrement hommage à Fidel Castro (1926-2016), au président égyptien Gamal Abdel Nasser ou à l'ancien membre des Gardiens de la révolution iraniens (Pasdaran) Qassem Suleymani, tué par un missile américain en Irak en mars 2020.

Al-Mayadeen relaie les discours du secrétaire-général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, les communiqués du mouvement islamiste yéménite Ansar Allah, opposé à l'Arabie saoudite et aux Émirats depuis l'été 2014, tout autant qu'elle rend compte des victoires électorales les plus récentes des nouvelles gauches latino-américaines de

Gabriel Boric au Chili ou de Gustavo Petro en Colombie. Ni chaîne de gauche, ni chaîne islamiste, *al-Mayadeen* se veut la voix d'un « Sud global » en ébullition, de Caracas à la bande de Gaza.

Dans cet espace médiatique propre au quotidien *al-Akhbar* et à la chaîne transnationale *al-Mayadeen*, les militants irakiens des Unités de mobilisation populaire (*al-Hashd*, une milice chiite proche de Téhéran) ou les combattants palestiniens des Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du Hamas, sont décrits comme les fils légitimes du FLN algérien ou de Yasser Arafat, dans un monde arabe qui n'en a pas terminé avec l'hégémonie occidentale.

Des formations comme le Hamas ou le Hezbollah ont aussi saisi l'importance des symboles tirés du passé. Actualisant le tiers-mondisme d'antan, ils cherchent à s'inscrire dans une histoire antérieure à la leur et rendent hommage aux générations qui les ont précédés. Opposé au président palestinien Mahmoud Abbas, le Hamas se revendique pourtant du défunt Yasser Arafat. Le 22 mai 2021, lorsque les bombardements israéliens sur la bande de Gaza commencés deux semaines plus tôt s'arrêtent, le leader du mouvement islamique palestinien, Yahia Sinwar, rend hommage à l'ancien président de l'OLP, reprenant, lors d'une scène improvisée tenue dans des décombres, devant une foule galvanisée, un ancien slogan d'Abou Ammar : « *al-Quds, Rayhin, Shuhada bi-l-Malayin* » (Nous allons à Jérusalem, martyrs par millions). La scène est immédiatement diffusée sur les réseaux sociaux, attirant la sympathie de nombre de partisans du Fatah.

Le Hezbollah, quant à lui, a plus de passion pour La Havane que pour les monarchies islamiques du Golfe : le leader de son bloc parlementaire, Muhammad Raad, participe à une cérémonie d'hommage à Fidel Castro tenue en novembre 2016 au palais de l'Unesco, à Beyrouth. En Tunisie, Ennahda manifeste également sa fibre patriotique et tiers-mondiste. Le mouvement islamiste a bien ses figures honnies : les anciens présidents Habib Bourguiba (1903-2000) et Zine al-Abidine Ben Ali. Mais il se présente également comme l'héritier direct de Salah Ben Youssef, un fondateur du parti Néo-Destour opposé au mandat français sur la Tunisie : proche de l'Égypte du président Gamal Abdel Nasser et opposé aux accords d'autonomie de juin 1955, Ben Youssef fut assassiné par les services secrets tunisiens le 12 août 1961.

L'anti-impérialisme fracturé

Si les effets de continuité entre nationalisme arabe, mouvements de gauche et islam politique existent, certaines ruptures ne sauraient être ignorées. La première est géographique : autrefois, les modèles se trouvaient à Alger, au Caire, à Damas ou à Bagdad. Ces capitales symbolisaient souvent, pour des jeunesses radicalisées par les luttes anticoloniales, des promesses de développement et d'émancipation, entre autogestion algérienne ⁽¹⁰⁾ et République arabe unie (1958-1961) égypto-syrienne. La révolution arabe passait par Beyrouth et par les Palestiniens. De nos jours, plus aucune capitale arabe ne constitue un modèle : les mouvements islamistes regardent ailleurs.

Frères musulmans égyptiens, tunisiens et marocains célèbrent un modèle turc – celui du président Recep Tayyip Erdogan – de démocratie islamique très idéalisée. Le Hezbollah est l'allié de Téhéran et cherche à s'ouvrir sur la Chine, appelant le Liban à se tourner vers les nouvelles « routes de la soie ». Le parallèle avec le tiers-mondisme d'antan est relatif sur ce point : on ne se tourne certes pas vers l'« Ouest », mais on cherche des modèles en-dehors du monde arabe – à Ankara, Téhéran et, pourquoi pas, Pékin. La récente victoire des talibans en Afghanistan de l'automne 2021 pourrait aussi ouvrir une voie vers Kaboul.

Par ailleurs, depuis 2011, les expériences gouvernementales d'Ennahda en Tunisie, du Parti de la justice et du développement marocain (PJD) de l'ancien Premier ministre Abdelilah Benkirane au Maroc, des Frères musulmans en Égypte lors du mandat du Président Muhammad Morsi (1951-2019), n'ont pas défini un contre-modèle économique au néo-libéralisme et aux politiques austéritaires vantées depuis le début des années 1980 par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) dans le monde arabe : sensibles à un « nouvel esprit capitaliste ⁽¹¹⁾ », les mouvements islamistes n'ont plus rien de commun avec les modèles économiques alternatifs promus par les mouvements décoloniaux et socialisants des années 1960 et 1970 – en dépit de toutes leurs limites.

La seconde rupture avec le passé est relative à la conception que se font les mouvements islamistes de l'anti-impérialisme. Certes, le rejet de l'Occident reste prégnant – tout comme celui de la colonisation israélienne. Mais la guerre civile

syrienne et les printemps arabes de 2011 ont complexifié la donne. Au début des années 2000, tout était simple. L'ennemi américain bombardait l'Irak (printemps 2003) et soutenait la droite israélienne d'Ariel Sharon (1928-2014), faisant tomber tout le monde d'accord : nationalistes arabe, mouvements de gauche, islamistes sunnites ou chiïtes s'accordaient sur une définition simple de l'anti-impérialisme, opposé en premier lieu au géant américain et à Israël. La victoire du Hezbollah face à l'invasion israélienne du Liban de l'été 2006 constitua le point d'orgue de cet anti-impérialisme des temps modernes.

Mais, avec la guerre civile syrienne ouverte en 2011, l'anti-impérialisme se désaccorde soudainement. Le soutien russe et iranien au régime syrien, dès les premières manifestations contre Bachar al-Assad, et l'entrée progressive du Hezbollah libanais dans le conflit, à partir de 2012, renversent les termes du débat pour les Frères musulmans alors au pouvoir en Égypte, au Maroc ou en Tunisie, tous favorables au renversement du régime syrien : l'ennemi n'est plus seulement américain. Il y aurait bien d'autres impérialismes, cette fois-ci de Téhéran et de Moscou, qui mériteraient d'être combattus au même titre que Washington et Tel-Aviv.

Pour le Hezbollah libanais ou pour la République islamique d'Iran, alliés de Damas, c'est l'inverse : le soutien des principales puissances occidentales aux insurgés syriens ferait encore balbutier l'histoire, répétant la longue litanie des interventions américaines, françaises ou britanniques dans la région. Et, au beau milieu de cet anti-impérialisme fracturé, certains – comme le Hamas – se veulent simplement pragmatiques : actant en 2022 la défaite de l'opposition syrienne, pariant sur la force du Hezbollah libanais et sur le poids de Téhéran ou de Moscou dans la région, le mouvement islamiste palestinien passe de la passion révolutionnaire pour la Syrie à l'alliance réaliste avec Damas.

Ce retournement relativise aussi le parallèle avec le tiers-mondisme d'antan : les logiques de blocs d'autrefois – politiques, idéologiques et économiques – ne sont plus aussi évidentes que par le passé. Dans un monde de plus en plus multipolaire, voire apolaire, les acteurs politiques – les islamistes n'en sont qu'un exemple – changent aisément d'alliance et passent d'un pôle à un autre sans s'inscrire réellement dans un

bloc, au sein d'un grand désordre international dans lequel le tiers-mondisme peine encore à s'actualiser et à trouver ses habits les plus neufs ⁽¹²⁾.

⁽¹⁾ Khalil al-Hayyeh, « Hamas Hasamat Qararha al-dakhli bi-l-'Awda ila Dimashq » (Hamas a pris la décision de retourner à Damas), *al-Akhbar*, Beyrouth, 28 juin 2022.

⁽²⁾ Leila Seurat, *Le Hamas et le monde (2006-2015). La politique étrangère du mouvement islamiste palestinien*, préface de Bertrand Badie, CNRS Éditions, Paris, 2015.

⁽³⁾ *Ibid*, p. 13.

⁽⁴⁾ Cet article se penche sur le cas des formations islamistes qui reconnaissent la réalité des États-nations issus de la décolonisation dans le monde arabe (Frères musulmans, islamistes chiites irakiens et libanais), intègrent la question de l'arabité dans leur rhétorique politique, ont souvent une existence légale, parfois adossée à un travail parlementaire ou à des logiques de gestion gouvernementale, et disposent de fortes bases populaires dans leurs pays respectifs. Certaines d'entre elles peuvent également s'inscrire dans une logique de lutte armée (Liban, Irak, Palestine, Yémen). Cet article ne porte donc pas sur les mouvements djihadistes, sur le modèle d'Al-Qaeda ou de l'État islamique (Daesh), qui refusent la logique de l'État-nation au profit d'un califat islamique transnational et s'inscrivent plus explicitement dans un rejet total du tiers-mondisme d'antan.

⁽⁵⁾ François Burgat et Matthieu Rey (dir.), « Les mobilisations à référent islamique. Pour une approche historique », in *Histoire des mobilisations islamistes (XIX^e-XXI^e siècle). D'Afghani à Baghdadi*, CNRS Éditions, Paris, 2022, p. 18.

⁽⁶⁾ *Ibid*, p. 18.

⁽⁷⁾ Raphael Lefèvre, *Jihad in the City. Militant Islam and Contentious Politics in Tripoli*, Cambridge University Press, Cambridge, 2021, pp. 173-174.

⁽⁸⁾ Mounir Chafiq, *Min Jamr ila Jamr. Safahat min Dhikriyat Mounir Chafiq (De la braise à la braise. Pages des souvenirs de Mounir Chafiq)*, édité par Nafez Abu Hasna, Centre d'études pour l'unité arabe, Beyrouth, 2021.

(⁹) Titre d'un court ouvrage publié en 1994 par Chris Harman, un ancien dirigeant du Socialist Workers Party (SWP, trotskiste) britannique. La version française est disponible en ligne : <https://www.marxists.org/francais/harman/1994/00/prophet.htm>

(¹⁰) Malika Rahal, *Algérie 1962. Une histoire populaire*, La Découverte, Paris, 2022.

(¹¹) Haouès Seniguer, *Les (néo) Frères musulmans et le nouvel esprit capitaliste : entre rigorisme moral, cryptocapitalisme et anticapitalisme*, Le Bord de l'eau, Bordeaux, 2020.

(¹²) Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde. Essai sur la puissance de la faiblesse*, La Découverte, 2018.